

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Benyamin Netanyahou, Premier ministre d'Israël, sur les relations franco-israéliennes, la question du nucléaire iranien et sur les négociations israélo-palestiniennes, à Tel-Aviv le 17 novembre 2013.

LE PRESIDENT - « Monsieur le Premier ministre, cher Benyamin, je suis sensible à l'accueil qui m'est fait. Pas à ma personne, mais à la fonction que j'exerce et donc au peuple français. Cet accueil est lié tu l'as rappelé à l'Histoire : l'histoire du peuple juif, l'histoire de la France.

Nous avons été ensemble pour porter des valeurs et des principes qui demeurent aujourd'hui. Une histoire aussi de douleurs, d'épreuves, de drames La visite à Yad Vashem, c'est vrai, est une émotion. Qui va à Yad Vashem et qui n'a pas cette émotion, ne peut pas appartenir à l'humanité. Pour un Français, aller dans ce lieu et regarder des photos d'enfants, de mères, de parents, de familles qui ont été déportés de France du camp de Drancy notamment c'est une souffrance, c'est une épreuve qui crée, entre nous, une solidarité qui ne peut pas être simplement celle de deux Etats qui devraient avoir de bonnes relations diplomatiques £ mais de deux pays qui sont liés humainement, presque charnellement.

C'est vrai que la France a encore à lutter contre l'antisémitisme. Nous pourrions penser, après la Shoah, que ce fléau n'aurait jamais été capable de pouvoir trouver un espace. Et pourtant ! Je me souviens de ta venue à Toulouse pour évoquer l'hommage aux victimes de l'attentat terroriste. J'aurai l'occasion avec toi d'aller sur leur tombe à Givat Shaul (suit un nom hébreu). Je me souviens des mots que nous avons prononcés, l'un et l'autre, et aussi de la solidarité dont nous avons fait preuve. Vous étiez donc éprouvé comme nous l'étions par ce drame.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour parler économie, parce que c'est ce qui fait que nos pays peuvent avancer. Nous avons besoin d'avoir de la croissance et de l'emploi. Israël a de la croissance. La France est donc aussi à ses côtés pour en prendre, dans le meilleur sens du terme, une partie. Nous avons fait le choix nous en parlerons mardi du développement par l'innovation, par la technologie. Parce que c'est ce qui permet à des économies de connaître, non pas simplement des répit, des rebonds, mais une croissance durable. Nous parlerons donc, comme nous l'avons déjà fait, d'énergies, d'infrastructures, de transports Nous allons signer un certain nombre d'accords. Nous parlerons d'innovation et de recherche

Mais je veux aller aux sujets essentiels et d'abord à la question de la paix, de la sécurité de la sécurité d'Israël mais aussi de la sécurité de toute la région. Parce que quand je vais dans les pays arabes, les pays du Golfe, ou quand je reçois leurs dirigeants, de quoi me parlent-ils ? De la paix, de la sécurité dans des termes qui ne sont pas différents »

Nous avons ce devoir-là, de régler un problème qui est en discussion depuis trop d'années. Parce que l'Iran, depuis trop longtemps, participe à une négociation sans jamais avancer. Nous devons en sortir.

Mais nous n'en sortons que s'il y a des garanties. Faut-il un accord ou pas d'accord ? Il faut une solution diplomatique. La négociation est toujours préférable à l'action de force. Après, mieux vaut un bon accord qu'un mauvais. Là-dessus, nous pouvons nous entendre. Le mieux, ce serait

d'aller tout de suite à un accord final.

Le but, c'est que l'Iran renonce à tout jamais à l'arme nucléaire. Je dis cela pour l'Iran comme je dis cela pour d'autres pays. Mais il se trouve que c'est l'Iran et que nous sommes contre la prolifération nucléaire et qu'en Iran il y a une volonté de pouvoir enrichir l'uranium jusqu'à pouvoir passer à l'étape militaire.

Donc, nous discutons, nous négocions. Ces derniers jours, il y a eu des avancées. Elles sont incontestables, mais elles ne sont pas apparues suffisantes. C'est pourquoi la France a joué tout son rôle dans la négociation pour un accord intérimaire qui doit aller vers un accord final. Nous avons posé des exigences. Ces exigences continueront à demeurer pour l'ensemble des participants. En tout cas, pour la France, ce sera sa position.

Nous ne voulons rien empêcher, au sens où nous serions amenés à bloquer et mais nous ne voulons rien autoriser qui pourrait être un doute sur les intentions de l'Iran. La France veut donc un accord sérieux, solide, crédible et donnant toutes les garanties. Et nous maintiendrons la pression. Oui, la pression ! Parce que, s'il n'y avait pas eu les sanctions, si les sanctions n'avaient pas été renforcées, il est clair que l'Iran n'aurait pas eu les paroles je ne parle que des paroles, pas encore des actes qui ont été prononcées ces dernières semaines.

Voilà pourquoi je raisonne, non pas simplement en ami d'Israël ce ne serait pas une raison suffisante. Je raisonne d'abord parce que la France doit assurer la paix dans la région et lutter contre la prolifération nucléaire.

La France a aussi agi nous en avons parlé par rapport aux armes chimiques. Là aussi, il a fallu faire pression, y compris sur le plan militaire. On a beaucoup dit : la France a été la première pas la seule à exercer cette menace sur le régime syrien. Mais heureusement que nous l'avons fait ! Sinon, nous ne serions pas en train de détruire les stocks chimiques. Est-ce que cela suffit ? Non. Il faut maintenant passer à la transition politique et éviter que les extrêmes, là aussi, et les terroristes puissent s'installer en Syrie et éviter que les flux de réfugiés finissent pas déstabiliser toute la région.

Nous l'avons dit avec le Président PERES, nous le redisons ici : la lutte contre le terrorisme ne connaît pas de frontière. Partout nous avons à lutter, là où les terroristes existent. Nous l'avons fait en Afrique, au Mali, non pas pour poursuivre je ne sais quel intérêt, mais parce que nous étions appelés et que la communauté internationale nous en avait donné mandat.

Mais, là aussi, nous n'en avons pas fini avec cette lutte contre le terrorisme qui s'est installée sur toute une partie de l'Afrique en utilisant tous les trafics : trafic d'armes, trafic de drogues, trafic y compris d'êtres humains

Aujourd'hui, nous avons eu une nouvelle heureuse j'en ai parlé dès mon arrivée ici puisque j'ai connu cette nouvelle dans l'avion qui m'a mené en Israël. Laurent FABIUS s'y est rendu, il doit être arrivé. Francis COLLOMP est dans la capitale du Nigeria et rentrera, dans la journée, de demain à Paris. En tout cas le plus tôt possible. Mais je n'oublie pas les autres otages. Otages en Syrie, ce n'est pas loin d'ici : quatre et otages aussi Sahel

Je veux terminer et nous en reparlerons avec le Premier ministre sur les négociations de paix. Parce qu'elles sont engagées, parce que des efforts ont été faits, notamment du côté de la libération des prisonniers. J'imagine la difficulté de prendre des décisions comme celles-là. Sur la colonisation, j'ai aussi rappelé qu'elle était la position de la France et de l'Europe. J'irai demain rencontrer le Président de l'Autorité palestinienne : des gestes aussi doivent être faits parce qu'une négociation suppose que chacun fasse des gestes.

Un accord de paix, là aussi, doit être trouvé. Mais un accord définitif qui épuise les revendications et qui permettent la sécurité d'Israël et la viabilité de l'Etat palestinien, puisque cela serait sur la base de la solution des deux Etats.

Voilà le sens de ma visite : l'amitié, l'Histoire, les relations économiques et la paix, la sécurité. Vouloir la paix n'est pas simplement l'appeler, vouloir la paix n'est pas simplement l'évoquer. Vouloir la paix, c'est un combat, c'est une lutte. J'espère que cette lutte sera une victoire. Merci

».

LE PRESIDENT « Il y a l'accord intérimaire qui n'est pas l'accord final. Ne demandons pas l'accord intérimaire, ce que nous voudrions, c'est l'accord final. On clame ce langage plus

l'accord interimaire, ce que nous voudrions ecrire dans l'accord final. Ou alors, ne parions plus d'accord intérimaire ! La France est pour un accord intérimaire sur quatre points qui me paraissent être les quatre exigences que nous avons posées ensemble au P5+1.

Première exigence, mettre sous contrôle l'intégralité des installations nucléaires iraniennes, sous contrôle international dès à présent. Deuxième point, suspendre l'enrichissement à 20%.

Troisième exigence, réduire le stock existant. Et enfin, arrêter la construction d'Arak. Voilà les points qui pour nous sont essentiels comme garantie d'un accord ».

M. BENYAMIN NETANYAHOU « Ce sont les centrifugeuses qui sont utilisées uniquement avec cet objectif. Ce n'est pas des nécessités nucléaires pour le civil. Bien entendu, les centrales de plutonium et à eau lourde ne servent qu'à la préparation de bombes nucléaires.

Dans le cas de l'Iran, on peut les utiliser, bien entendu, avec ces moyens pour faire des isotopes médicaux. Je comprends aussi que l'Iran est en train de préparer ses missiles intercontinentaux pour pouvoir envoyer ces isotopes aux malades iraniens, qui se trouvent sur toute la planète. Vous comprenez bien que c'est complètement absurde. L'Iran veut rester avec ses capacités de centrifugeuses et leurs centrales de plutonium, afin de fabriquer des armes nucléaires.

On leur démantèlera ces capacités. Je ne suis pas en faveur d'un accord intérimaire. Je pense, comme vous le savez, que c'est une erreur. Mais si un tel accord rentrait dans un cadre de démantèlement de ces capacités d'accord, si vous voulez, définitif et que l'on prenait des mesures, quelles qu'elles soient pour démanteler des centrifugeuses, ne serait-ce que quelques interventions pour démanteler la centrale de plutonium, cela ne me plairait pas, mais je pourrai dire : « bon, il y a un certain progrès ».

Mais il ne s'agit même pas de cela. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est, à grands regrets, de l'enrichissement des capacités basiques de l'Iran, de fabriquer la matière fissile pour une bombe, avec un préavis de quelques semaines. Ce à quoi l'Iran renonce, même s'il renonce au 20%, c'est à quelques jours, trois semaines, 26 jours, à peu près. C'est de cet ordre de grandeur qu'il s'agit. Bien entendu, c'est une concession qui est seulement mineure, c'est une concession insignifiante et à mon avis, c'est pour cela que c'est un mauvais accord ».

QUESTION « M. le président, vous avez appelé Israël à faire un geste sur la colonisation. Est-ce que vous seriez prêt à aller aussi loin que le Secrétaire d'Etat américain, John KERRY, qui a parlé d'une colonisation illégitime ? »

LE PRESIDENT « Moi, j'ai mes propres mots et je m'exprime comme je pense être, non seulement la position de la France, mais l'intérêt d'un accord pour la paix. La colonisation ne peut pas faciliter un accord. La colonisation, c'est compliquer ce qui pourrait être un accord définitif.

C'est pourquoi, je pense que les décisions qui, à un moment avaient été annoncées et qui paraissaient empêcher toute discussion, ont été heureusement annulées. Je souhaite que ce soit cet esprit-là, dans les prochaines semaines et les prochains mois, qui l'emporte sur toute autre considération. On veut la paix, on doit avoir des gestes pour la paix ».

QUESTION « Est-ce que vous avez des points d'interrogation pour ce qui est de l'engagement du Président OBAMA, comme il l'a dit auparavant, d'empêcher l'arme nucléaire ? Ou, en termes moins diplomatiques, est-ce que vous êtes déçu de la position de l'administration américaine ? »

M. BENYAMIN NETANYAHOU - « Ecoutez, les Etats-Unis et le président OBAMA ont déclaré plus d'une fois que leur objectif était d'empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Nous sommes évidemment à leurs côtés dans cet objectif. Parmi tous nos meilleurs amis, les Etats-Unis font partie de nos meilleurs amis et nous avons d'autres excellents amis comme la France, mais il est évident que nous avons une relation extrêmement particulière avec les Etats-Unis et une relation qui va être préservée.

Mais, même parmi les familles les plus proches, les amis les plus proches, il peut y avoir parfois certaines dissensions. Nous nous concentrons donc, non seulement sur la question de l'armement, mais sur la question de la capacité de produire la matière fissile qui est au cur de cette arme. C'est là la chose la plus difficile à préparer. Donc, c'est là-dessus que l'Iran s'entête, qu'il veut la garder entre ses mains.

J'espère donc que ce que nous défendons sera réalisé. Cela me semble très important. pas

seulement pour Israël, mais comme je l'ai dit, pour la France, pour l'Europe, les Etats-Unis et pour le monde entier.

Mais, dans la mesure où les choses ne se font pas, eh bien, il faut comprendre qu'Israël préservera son droit à se défendre elle-même et un mauvais accord n'engagera pas Israël. Je l'ai déjà dit, après la visite à Yad Vashem, quand nous disons « plus jamais », c'est exactement ce que nous voulons dire. « Plus jamais cela », nous ne mettrons pas Israël dans une situation où son existence même est remise en cause.

J'ai déjà dit qu'un accord intérimaire qui fait partie d'un accord définitif et que l'on sait ce que va être cet accord définitif ce n'est pas quelque chose que je recommanderai à cause du risque de la levée des sanctions que cela amènerait. Mais, au moins, on peut comprendre le cursus d'un accord : alléger les sanctions qui peuvent très rapidement s'émietter. Moi, je vois déjà les signes avant-coureurs de l'organisation, qui est en train d'avoir lieu, parmi des sociétés d'investissement, des investisseurs et des gouvernements qui attendent de pouvoir se lancer en Iran, se jeter sur le marché iranien, en vue d'un accord qui vient s'approchant.

Moi, je crois vraiment qu'un tel accord, ce premier pas qui n'est pas un accord intérimaire dans un cadre général sur lequel on s'est mis d'accord. Et bien, je suis très inquiet que cela risque d'amener exactement les résultats inverses de ce que l'on espère. Au lieu d'amener les Iraniens à être plus souples, cela va les amener à durcir leur position.

Comprenez leur point de vue ! Comment est-ce qu'ils voient les choses ? Ils disent : « voilà, nous, on était là, on a préservé nos capacités d'enrichissement d'uranium, nos capacités au niveau du plutonium, nous n'avons pas bougé d'un millimètre, ils ont fait des sanctions maximum, ils ont fait une pression maximum, nous n'avons pas bougé. Maintenant que la pression s'allège, pourquoi est-ce que l'on bougerait ? Tous les investisseurs vont arriver ! Pourquoi devrions-nous renoncer ? »

Je crois qu'un tel accord, ce premier pas risque d'être le dernier. Cela n'est pas bien pour trouver une solution diplomatique, ce n'est pas bon pour une solution pacifique ».

QUESTION « Monsieur le Président, vous avez indiqué, tout à l'heure quand vous étiez auprès de Shimon PERES, que Francis COLLOMP s'était libéré. Est-ce que vous pouvez nous préciser dans quelle circonstance et dans quelle condition ? »

LE PRESIDENT « Je suis en Israël, je ne suis pas au Nigeria, cela ne vous a pas échappé. Je n'ai pas rencontré Francis COLLOMP, je l'ai eu au téléphone. Il m'a donné un certain nombre de conditions qui ont permis sa liberté. Je pense qu'il sera préférable de l'entendre et, aussi, de bien comprendre ce qui s'est produit, puisque les autorités du Nigeria ont aussi joué leur rôle.

Mais, je vais dire une chose, c'est que cet homme a fait preuve d'un courage exceptionnel. Pas simplement parce qu'il a été retenu en captivité pendant un an, mais parce que, au péril de sa propre existence, il a pu saisir une occasion. Ensuite, dans des conditions qui peuvent être celle d'un livre d'aventures, il a été capable de retrouver la liberté et maintenant la sûreté.

Je suis fier de lui, parce que c'est un homme qui a été capable de tenir bon. Dans les paroles que nous avons échangées j'étais dans le ciel entre la France et Israël et il était juste arrivé, protégé maintenant par nos propres éléments, nos propres forces il était capable de parler clairement, nettement et de ce qu'il avait vécu et de ce qu'il venait de vivre. Voilà, il y a des Français qui font honneur aux Français. Merci ».

M. BENJAMIN NETANYAHOU- « On peut dire, Monsieur le Président, Mazel Tov ».